

1995

Janvier

(ONU/SG - Est-Zaïre) : Échec des tentatives du secrétaire général de l'ONU de créer une force d'interposition qui assurerait la sécurité des réfugiés, séparerait les civils des miliciens et des ex-FAR et les désarmerait.

(Rwanda/GVT - Donateurs) : Table ronde à Genève des donateurs et du gouvernement rwandais pour discuter de l'assistance économique à ce pays. Des engagements sont pris pour 587 millions de dollars américains.

9 janvier

(Canada/MDN - MINUAR) : Le Canada annonce le remplacement du contingent de la MINUAR par 85 membres du personnel militaire pour assurer le soutien logistique de la mission. Ce groupe remplace les 379 spécialistes des communications envoyés en juin 1994 pour 6 mois. Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé le mandat de la MINUAR jusqu'au 9 juin 1995.

10 janvier

(Rwanda) : Attaques d'extrémistes hutu au Rwanda à partir du Zaïre. Un commando armé de miliciens a attaqué Nyamasheke (Préfecture de Cyangugu) et tué 12 civils.

27 janvier

(Zaïre - ONU/HCR) : Le HCR et le gouvernement zaïrois signent un accord selon lequel des forces policières zaïroises, sous autorité zaïroise, assureront la sécurité dans les camps de réfugiés : 1500 militaires sont appelés à former le Contingent zaïrois de sécurité des camps (CZSC). En contrepartie, le HCR s'engage à payer les salaires et leur entretien.

14 février

(Canada/MAECI - Rwanda/GVT) : Lors de sa visite au Rwanda, rencontre de la secrétaire d'État canadienne pour l'Afrique, Christine Stewart, avec le président du Rwanda, Pasteur Bizimungu, et avec des responsables de la MINUAR pour discuter du sort des réfugiés et d'aide humanitaire.

15 février

(Canada/MAECI - Région des Grands Lacs) : Lors de la Conférence régionale sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées dans la région des Grands Lacs tenue au Burundi, le Canada a proposé d'aménager des camps de transition au Rwanda afin d'inciter les réfugiés à retourner dans leur pays et d'alléger la tâche des pays d'accueil.

23 février

(Rwanda) : Les opérations terroristes se multiplient à l'encontre des témoins du génocide et des modérés. À Gisenyi, le directeur des services médicaux est tué avec sa famille par un commando venu du Zaïre. Quelques jours plus tard, le préfet de Butaré est assassiné par des extrémistes hutu.

6 avril

(Rwanda) : Premiers procès des auteurs présumés du génocide par les tribunaux rwandais. Quelque 25 000 détenus sont soupçonnés d'avoir participé au génocide.

22 avril

(Rwanda/Kibeho) : Massacres de réfugiés hutu dans le camp de Kibeho (dans l'ex-zone de l'Opération turquoise) au Rwanda.

25 avril

(Canada/MAECI - Rwanda/GVT) : Après les massacres dans le camp de Kibeho, le ministre canadien des Affaires étrangères menace de suspendre l'aide bilatérale canadienne si la situation ne s'améliore pas au Rwanda. L'émisnaire spécial du Canada en Afrique centrale, Bernard Dussault, a été dépêché sur place pour rendre compte de la situation.

28 avril

(Zaïre/HCR-PT) : Le Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) au Zaïre adopte une résolution remettant en cause, sans distinction, la nationalité zaïroise des Banyamulengue (Tutsi zaïrois), les réduisant au rang de réfugiés ou d'immigrants illégaux.

25 mai

(Canada/ACDI - ONU/TPI) : Le Canada verse un million de dollars canadiens pour appuyer les travaux du Tribunal pénal international institué pour traduire en justice les responsables du génocide de 1994.

9 juin

(ONU/MINUAR) : Les effectifs de la MINUAR II passent de 5700 à 2330.

24 août

(Zaïre/GVT) : Après avoir expulsé 15 000 réfugiés, les autorités zaïroises annoncent que les réfugiés devront avoir quitté le Zaïre au plus tard le 31 décembre 1995.

28 novembre

(Sommet du Caire) : À l'initiative de l'ancien président américain Jimmy Carter se tient le sommet du Caire sur la région des Grands Lacs ; le gouvernement zaïrois promet d'abandonner le projet d'expulsion des réfugiés prévu pour le 31 décembre 1995.

16 décembre

(Canada - MINUAR) : Le major-général Guy Tousignant termine son mandat à la tête de la Mission de l'ONU au Rwanda.